

Action du 5/02/2019 CHALON SUR SAONE

MERCREDI 6 FÉVRIER 2019 LE JOURNAL DE SAÔNE-ET-LOIRE

ACTU CHALONNAIS 15

CHALON-SUR-SAÔNE SERVICE PUBLIC

Les agents des finances publiques dénoncent une politique de casse



■ Au centre des finances publiques, la mobilisation de ce mardi a été portée par l'intersyndicale CGT, FO, Solidaires et CFDT. Photo Marion GIOUSE

À l'occasion de la journée de grève interprofessionnelle de ce mardi, les agents des finances publiques dénoncent un service à l'utilisateur qui se détériore.

« Les gens comprennent tout à fait notre mobilisation. Il y a une vraie demande de services publics dans la population. » Devant la grande porte du centre des impôts situé avenue Pierre-Nugue à Chalon-sur-Saône, une trentaine d'agents des finances publiques distribuent des tracts rédigés de concert par la CGT, Solidaires, FO et la CFDT. Ce mardi, jour de mobilisation nationale interprofessionnelle, cette intersyndicale a été reçue par la directrice départementale des finances publiques à Mâcon. « Des cahiers de doléances » rédigés dans les services lui ont été apportés.

La trésorerie de Saint-Rémy va fermer dans 8 mois

Au 1^{er} septembre 2019, quatre trésoreries vont fermer dont celle de Saint-Rémy (plus La Chapelle-de-Guinchay, La Clayette, La Roche Vineuse). La Saône-et-Loire comp-

taît 47 trésoreries en 1993, elles sont moins d'une trentaine aujourd'hui. Celle de Givry a été une des premières à cesser son activité en 2008.

« Avec le prélèvement à la source, il y a tellement de demandes que parfois, on n'arrive plus à répondre au téléphone. »

Une agent du "secteur assiette"

Dans certaines trésoreries comme à Chagny ou à Cuiseaux, le service de l'impôt a disparu, il ne reste plus que le service aux collectivités. La "publicité foncière" (anciennement conservation et hypothèques) devrait déménager à Mâcon ainsi que le "service enregistrement" (successions). « Le maillage territorial de l'administration fiscale est en train d'exploser », alerte Pascal Poyen, agent et secrétaire départemental de Solidaires. Autre changement, le 1^{er} septembre

prochain, l'hôtel des finances publiques de Chalon-sur-Saône regroupera la trésorerie hospitalière du Nord Saône-et-Loire (Autun, Montceau..., hors Ehpad). Jusqu'ici, le centre de Chalon n'était comptable que de l'hôpital William-Morey et du CHS de Sevre. « Leur objectif, c'est de n'avoir que deux centres des finances publiques à Chalon et à Mâcon », résume une agent mobilisée.

La baisse des effectifs impacte l'accueil du public

En Saône-et-Loire, la Direction générale des finances publiques a supprimé 144 emplois depuis 2012. En 2019, les effectifs baisseront encore de 18 personnes. « Ce sont les catégories B et C qui sont le plus attaquées, justement celles qui assurent l'accueil et traitent les demandes du public », développe une fonctionnaire du "secteur assiette". « Avec le prélèvement à la source, il y a tellement de demandes que parfois, on n'arrive plus à répondre au téléphone », ajoute-t-elle (*lire par ailleurs*). Alors que la plateforme nationale, elle-même régulièrement débordée, renvoie vers les centres des impôts locaux.

144

Le nombre d'emplois supprimés, depuis 2012 en Saône-et-Loire, par la Direction générale des finances publiques. En 2019, les effectifs baisseront encore de 18 personnes.

L'objectif de la dématérialisation de tous les paiements fiscaux, d'ici 2022, pousse également les centres à réduire leurs horaires d'ouverture (comme cela a été le cas récemment à Chalon) pour inciter les gens à trouver les réponses en ligne. « Ce système n'est pas égalitaire, tout le monde n'a pas la faculté d'utiliser l'outil informatique », regrette une agent qui conclut, dépitée : « Le service à l'utilisateur est détérioré. »

Marion GIOUSE

NOTE Lundi, Jeudi et vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 16 h. Mardi et mercredi de 8 h 30 à 12 h. Des horaires valables même pendant les semaines précédant la date limite de remplissage de la déclaration fiscale.

ZOOM

100 visites par jour pour le prélèvement à la source

Janvier est normalement un mois calme au centre des impôts de Chalon-sur-Saône. Toutefois, ce mardi à 11 heures, une file d'attente de 15 personnes s'étirait devant le présentoir de l'accueil et 18 personnes supplémentaires attendaient à l'étage après s'être fait remettre un ticket. Soit 33 personnes. Depuis la mise en place du prélèvement à la source, près de 100 contribuables viennent chaque jour se renseigner sur cette question, en plus des 70 visiteurs moyens journaliers. La personne unique à l'accueil a été renforcée par deux, voire trois personnes.



■ 33 personnes étaient présentes mardi à 11 heures au centre des impôts. Photo Marion GIOUSE

Selon plusieurs agents, le prélèvement à la source n'est pas adapté au système français basé sur la composition du foyer, les niches fiscales et les crédits d'impôts (travaux de rénovation, services à domicile, frais de garde...) censés être remboursés en septembre de l'année en cours. « Jusqu'ici, le taux de recouvrement de l'impôt sur le revenu était excellent (98 %) mais il n'est pas certain que ça se passe aussi bien avec les entreprises qui doivent ensuite abonder les caisses de l'État, craint Mina Jaillard, élue de la majorité à Chalon et agent au Service des impôts des entreprises (SIE). La TVA n'est déjà pas toujours reversée et les entreprises présentent souvent des difficultés de trésorerie. »

Action du 8/02/2019 et suivants ! : CHALON



Depuis la fin du mois de janvier, appel intersyndical au boycott des entretiens :



**Pour marquer votre mécontentement
Vous voulez des actions
qui se voient et qui ne coûtent rien ?
En voilà UNE :**



Action du 11/02/2019 : LE CREUSOT

Creusot Infos
la référence de l'information au Creusot

NOUS ÉCRIRE Rechercher...

VIE LOCALE FAITS DIVERS SPORTS ÉCONOMIE OPINION LE CREUSOT - MONTCEAU SAÔNE ET LOIRE BOURGOGNE - FRANCHE-COMTE ÉTAT

VIE LOCALE > LE CREUSOT

LE CREUSOT : Finances Publiques : La casse des missions du service public dénoncée

Lu 1106 fois Imprimer l'article 11/02/2019 16:12



Pierre Badey secrétaire départemental CGT (Finances Publiques) a été clair ce lundi en début d'après-midi : « Il ne s'agit pas de grève, mais bien d'une mobilisation des agents des finances pour dénoncer la casse des missions du service public... ». Une "mobilisation" sans aucune gêne pour les Creusotins puisque, le syndicaliste l'a précisé, elle se déroule jusqu'à 14 heures pour l'ouverture des portes du centre des finances publiques du Creusot où une vingtaine de personnes s'était rassemblée. Pierre Badey qui était entouré de Magali Rocher et Christelle



Fauchon pour le syndicat Solidaires Finances publiques a rappelé la tenue dernièrement du même mouvement à Chalon (5 février) et annoncé une prochaine mobilisation sur Montceau-les-Mines. « Les petites localités sont appelées à évoluer vers des points de permanence, 18 postes ont déjà été supprimés sur le département. Notre Direction refuse de nous donner des

informations mais nous savons que des changements sont prévus d'ici 2022... » expliquent les syndicalistes qui pensent à des concentrations de services sur des sites principaux comme Chalon et Mâcon. « Les gens viennent

s'assurer qu'ils ne font pas de bêtises, on les rassure, les informe, le contact humain est très important, sur Le Creusot, nous recevons dans chaque centre, une centaine de personnes par jour avec de nombreuses questions sur le prélèvement à la source... c'est 30 à 50% de plus que l'an passé à la même période. Aujourd'hui la menace est réelle, des missions vont être transférées...» annonce Pierre Badey, qui milite pour la défense des services publics et notamment ici pour que les Creusotins puissent encore longtemps bénéficier des mêmes services avec un point d'accueil spécifique pour les trois pôles du Centre local (pôles Impôts particuliers-Impôts entreprises et Trésorerie). « Au final, ce sont toujours les citoyens et les agents qui sont les grands perdants ! ». D'où cette mobilisation permettant aussi d'informer les populations.

lejournal LE CREUSOT

Finances publiques : ils dénoncent une politique de casse

Vu 662 fois | Le 11/02/2019 à 14:18 | mis à jour à 15:20 | Réagir (2)



Ce lundi, une vingtaine d'agents des finances publiques s'est retrouvée au Creusot pour dénoncer leurs conditions de travail et le démantèlement annoncé des centres des impôts. "Nous savons que de gros changements vont intervenir d'ici 2022. Mais notre direction départementale refuse de nous donner le détail. Ce que nous craignons, c'est que les centres des impôts du Creusot, de Montceau et de Louhans ferment pour être concentrés à Chalon", ont expliqué Magali Rocher (syndicat Solidaires), Pierre Badet (CGT) et Christelle Fauchon (Solidaires).

Les fonctionnaires, qui se sont rassemblés une quinzaine de minutes derrière une banderole revendicative avant de prendre leur service, estiment que l'horizon qui leur est présenté est bouché : "depuis quatre ans, les horaires d'ouverture au public ont été réduits du fait que nous soyons moins nombreux. Nous n'ouvrons plus les vendredis pour pouvoir traiter les différents dossiers", ont ajouté les représentants du personnel qui estiment que la fréquentation des contribuables est en hausse de 30 à 50% par rapport à l'année dernière. "Beaucoup plus de personnes passent au centre des impôts pour obtenir des renseignements sur le prélèvement à la source. Les contribuables n'ont plus que jamais besoin d'un service de proximité", ont martelé les représentants des syndicats CGT, Solidaires, FO et CFDT qui prévoient des mobilisations similaires à celle du Creusot devant d'autres centres des impôts du département dans les prochains jours.

MANIFESTATION

Louhans : les agents des finances publiques en colère

Des suppressions de poste d'une part, une charge de travail plus forte du fait du prélèvement à la source d'autre part : une vingtaine d'agents du centre des finances publiques ont manifesté ce jeudi.

Vu 368 fois | Le 14/02/2019 à 12:18 | mis à jour à 12:45 | Réagir



Les agents des finances publics ont déployé une banderole pendant une demi-heure. Photo Patrick AUDOUARD



Ce jeudi, en fin de matinée, une vingtaine d'agents du centre de finances publiques de Louhans (rue des Bordes) ont répondu à l'appel de l'intersyndicale CGT, Solidaires, FO et CDFT. Ils ont déroulé, dans la cour intérieure du site, une banderole pour exprimer leur colère. Ils entendent ainsi prévenir du danger qui plane sur ce service, que ce soit au niveau national ou local.

Les agents se plaignent notamment des suppressions de poste (18 emplois supprimés en Saône-et-Loire en 2019, selon leurs chiffres), alors que la mise en place du prélèvement à la source a pour conséquence une plus grosse charge de travail.

Ils s'inquiètent également du projet de restructuration du service départemental des Finances publiques, qui doit être prochainement annoncé par leur direction. Ils redoutent de la casse sans vraiment savoir à quoi s'attendre. "Quoi qu'il arrive, il y aura moins de services à Louhans", préviennent-ils.

Action du 15/02/2019 : MONTCEAU LES MINES

MONTCEAU-LES-MINES - SOCIAL

Les agents se mobilisent ce vendredi pour garder le centre des impôts

Les agents des impôts seront devant le centre des finances publiques ce vendredi pour défendre leur administration menacée selon eux de fermeture d'ici à 2022.

Vu 735 fois | Le 14/02/2019 à 18:06 | mis à jour à 18:47 | Réagir



Centre des impôts de Montceau. Photo C.ROUX



Ils étaient devant le centre des impôts du Creusot ce lundi et seront présents ce vendredi devant le centre des finances publiques de Montceau. Les agents des impôts renouvellent leur action de sensibilisation auprès du grand public pour défendre le maintien du centre des finances, menacé de fermeture dans quelques années. "Certains services ont déjà fusionné avec le centre des impôts du Creusot, et la politique gouvernementale tend à fermer les centres du département au profit d'un ou deux gros centres à Chalon ou Mâcon" évoque Pascal Poyen, membre du bureau de Solidaires71 pour les finances publiques.

La charge de travail des agents due au prélèvement à la source sera de même évoquée. "C'est vrai que cela se passe bien, mais les gens ont des questions auxquelles il nous faut répondre".

Une manifestation départementale à l'initiative de la CGT71, de Solidaires71, FO71 et la CFDT71 (*lire tract ci-dessous*)

LES TRÉSORERIES AUSSI VISÉES PAR DES FERMETURES

La trésorerie de Perrecy-les-Forges-Palinges a été visée par une fermeture puis finalement maintenue par le ministre des comptes publics en fin d'année dernière.